Regards sur le marécage

Si je dois, cette fois encore, revenir à M. André Marie, je prie qu'on m'en excuse. Qu'on n'y voie pas une marotte, un parti pris ou l'assouvissement d'une rancune. M. Marie seul m'y oblige, sinon lui personnellement, du moins le ministère dont il a la charge et qui s'applique, avec une étrange obstination, à démentir son appellation. Qu'on en juge:

Il y a quelques mois un scandale révélait au public le pensionnat des Petites Ailes, à Montmorency, et les méthodes d'éducation qu'y pratiquait son directeur, un certain Jules Mounié. Assisté de sa femme et d'une infirmière, Georgette Sisteberg, couvert par un docteur attaché à l'établissement, ce personnage maltraitait les enfants confiés à sa garde. Quand je dis maltraitait, qu'on m'entende. L'enquête a prouvé que les malheureux pensionnaires étaient sous-alimentés, privés des soins les plus élémentaires et victimes d'inimaginables sévices. On cite, entre autres, deux garçons de treize ans qui eurent les pieds gelés; on les avait contraints de marcher durant des heures pieds nus dans la neige.

Ces éducateurs, qui eussent fait merveille à Gurs ou à Dachau, furent inculpés et condamnés par le tribunal correctionnel de Pontoise, Mounié et sa femme à chacun trois ans de prison fermes et soixante mille francs d'amende, Georgette Sisteberg à un an ferme et soixante mille francs et le trop désinvolte docteur à huit mois.

Ils firent appel et, de ce fait, ils viennent de comparaître devant la 10e Chambre, à Paris. Les bords de Seine, plus que les rives de l'Oise, inclinent sans doute à la mansuétude. Rochefort, qui voulait qu'on supprimât la peine de mort sauf pour les parents qui laissent leurs enfants jouer avec des allumettes ou s'ébattre sans surveillance à proximité

des fenêtres ouvertes, n'a pas d'adeptes à la 10e Chambre. Mounié a vu sa condamnation ramenée à treize mois, sa charmante épouse, de trois ans fermes à un an avec sursis, et la douce «infirmière», de un an ferme à dix mois, également avec sursis. Quant au vigilant médecin, il a été purement et simplement acquitté. Immédiatement relaxés, mégères et morticoles ont quitté l'audience avec la mine satisfaite d'honnêtes citoyens à qui justice vient d'être enfin rendue. Il reste au principal coupable moins de temps à maudire dans sa cellule les «chenapans» douillets générateurs de ses «ennuis» qu'il n'en faudra à ceux-ci pour se remettre à marcher sur leurs deux jambes.

Si je rapporte ici cet ahurissant verdict, ce n'est pas pour déplorer qu'une prison s'ouvre, fut-ce devant ces peu reluisants pédagogues. Convaincu qu'un séjour plus prolongé dans un cachot n'amollirait en rien ces brutes, je ne vois pas inconvénient majeur à ce qu'on les envoie se faire pendre ailleurs, pourvu que leur soit à jamais interdit d'exercer leur autorité sur des gamins, quels qu'ils soient.

Mon but est d'illustrer l'incohérence des services de M. Marie en opposant cette sentence à celles que rendent actuellement les tribunaux devant qui sont traduits les grévistes des mines.

Là, pas de pardon, pas d'indulgence, pas de sursis. Partout où des arrêts, déjà sévères, sont prononcés, les procureurs, obéissant aux ordres reçus du gouvernement, font appel à minima et les peines sont augmentées, voire doublées. Huit mois, treize mois, dix-huit mois de prison ferme et amendes à l'avenant. Quelque puits endommagé dans l'ardeur de la lutte, quelques lampes fracassées dans un geste de colère, le motif est trouvé pour une sanction implacable. Le motif, oui, mais pas le coupable, puisque le coupable c'est tout le monde, c'est l'équipe. Qu'à cela ne tienne. Hitler n'est pas passé en vain et ses leçons ont profité. On prendra des otages. Les

délégués syndicaux sont tout désignés. Sans s'attarder à chercher si personnellement ils ont assumé une responsabilité matérielle, c'est eux qu'on frappe. Leur qualité est garante de leur délit. Nous voilà bien loin des principes républicains que M. Marie exalte pour la galerie et la Justice n'en est que plus boiteuse après cette nouvelle entorse.

Entendons-nous bien. Que la grève des mineurs n'ait pas été simplement un mouvement revendicatif, nul observateur impartial n'en saurait disconvenir. Encore qu'il y a des motifs de protestation suffisants dans l'impéritie de ce gouvernement, sa gabegie et son impuissance à assurer au travailleur des conditions de vie acceptables. Si, exploitant sans vergogne cette incurie, un parti politique suscite une agitation dont l'objet réel vise à des fins plus particulières, il est arbitraire de l'imputer à crime à l'ouvrier, dupé deux fois et trahi sans recours. Il eût été plus pertinent de mettre en évidence auprès des mineurs le rôle équivoque des meneurs de jeu qu'exercer à l'aveugle une rageuse répression.

C'est là sans doute demander à nos gouvernants plus d'habileté et de sens politique qu'ils n'en peuvent produire. Ils ne savent qu'agir avec la maladroite brutalité des faibles, la hargne des pleutres qui ont tremblé et se vengent, sur leurs ennemis désarmés, de la peur qu'ils ont éprouvée.

Le résultat est clair. Loin de détacher les mineurs des démagogues qui les manœuvrent, ils les rejettent inexorablement dans leurs bras. Selon le mot célèbre, c'est pis qu'un crime, c'est une faute.

Que les syndicalistes lucides accumulent de solides rancunes contre les dirigeants communistes dont l'action tortueuse crée ces confusions, disloque le mouvement syndical et conduit la classe ouvrière à ces sévères défaites, il n'en reste pas moins que leur colère s'adresse aussi aux gouvernants stupides bafouant la justice sans autre effet que

renforcer parmi la masse la position des staliniens.

M. Marie et ses procureurs, s'ils portent la désolation dans les corons, comblent d'aise MM. Frachon et consorts. Les mois de prison distribués font plus que les discours de propagande du Parti. Partout où une élection, municipale ou autre, permet l'auscultation, le diagnostic est sans ambiguïté.

On ne désarme pas une opposition en faisant des martyrs. Puissent les imbéciles qui nous gouvernent ne pas l'apprendre à leurs dépens, et aux nôtres, hélas!

* * * *

Quand je dis «Qui nous gouvernent», c'est une image. Peut-on appeler «gouverner» légiférer dans le vide, discourir dans le néant, afficher l'impuissance, étaler la corruption? Les prix, les trafiquants, les denrées se gaussent de l'autorité qui prétend les régir et l'infortuné qui n'a d'autre lot que le travail et l'honnêteté sort détroussé de cette forêt de Bondy où le gangster seul sait imposer sa loi. Le gangster, il est partout et spécialement au Pouvoir. Il n'est pas de bandits que ceux qui sillonnent les routes en traction avant. Ceux-ci opèrent de façon violente et spectaculaire. Mais ils sont de moindre envergure comparés à ceux qui, aux plus hauts postes, pratiquent la prise au tas dans l'avoir collectif. Le rapport désormais fameux de la Cour des Comptes jette une timide lumière sur les tripotages des gens en place. Comptons sur le Gouvernement pour souffler pudiquement cette chandelle.

Qu'importe, le voile est levé et, faute d'en mieux faire, le public en jase. Il suppute l'emploi des impôts dont on le pressure et jette un regard effrayé dans ce Padirac qu'est la caisse de l'État. Le peu qu'il entrevoit ne manque pas de l'édifier.

Pour ma part, dussé-je passer encore pour un esprit paradoxal, j'y trouve quelques motifs à m'égayer. Si l'on en excepte certaines malversations spécialement odieuses, tels les détournements commis par les surveillants du camp de la Chauvinerie — ô, cet humour des noms propres! — qui permirent à des canailles de mener grande vie en laissant mourir de faim les détenus, bien d'autres parmi les dilapidations décelées, appellent le sourire plus que l'indignation.

Spécialement celles que révèle la comptabilité de ce corps social illustre, glorieux et, hélas, il faut bien l'avouer, immortel, puisque aussi bien le ridicule ne tue plus en France. J'ai nommé l'Armée française.

Quand donc je lis qu'une part du budget qu'on consacre à la Défense nationale a servi à pourvoir de ping-pong nos vaillants soldats, je ne me sens nullement ulcéré.

C'est là une arme pacifique, amusante, et, au siècle de la bombe atomique, pas plus inefficace que celles dont voudrait nous pourvoir le Haut-Commandement.

Qu'une séduisante «afate» ait requis pour sa vêture un couturier en renom, qu'y a-t-il de si répréhensible? La coquetterie est recommandée chez les militaires et si l'on veut que l'uniforme continue d'exercer son prestige, ne convient-il pas qu'il soir seyant

Quant à la lanterne chinoise dont on fait si grand cas et qui figure pour près de quarante mille francs dans les dépenses d'un chef d'armée, je n'y vois que la preuve d'une louable prévoyance. Se référant aux valeureux exploits de nos troupes au cours de la dernière, ce général se pressent voué, lors d'un prochain conflit, à jouer les Soubise et ne veut pas être pris au dépourvu. Qui donc a dit que notre état-major était toujours en retard d'une guerre? Voilà qui le dément formellement.

Et, au fond, de tout cela, le contribuable n'est-il pas le

premier responsable? Allez donc parler au Français moyen de l'inutilité de son armée! Joli motif pour vous faire conspuer. Ils en veulent, du militaire, et du panache, et du clinquant. Et de la politique de grandeur, et de l'esprit cocardier, et des canons modèle 1893 modifié en 1906, et des obus qui ne partent pas, et des soldats qui foutent le camp! Comme disait l'autre, c'est bien plus beau quand c'est inutile. Seulement, voilà, mes bons amis, tout cela se paie et il ne faut pas rechigner devant la facture même si les comptables ont un peu truqué les additions.

On ne peut pas tout avoir: de la viande dans son assiette, du vin sur la table, pavillon à La Varenne, un pernod pour Arthur et autres idéalistes aspirations, avec un tiers du budget englouti pour former des bataillons qui seront balayés en quarante-huit heures. Paul Reynaud déjà l'avait dit: «Les bornes-fontaines ou les mitrailleuses. Il faut choisir.» Il a choisi pour nous et on a vu le résultat. Recommençons donc puisqu'il est dit que les Français sont incorrigibles.

Il n'empêche qu'avec nos prétentions, nos rodomontades et notre jactance, nous sommes la risée de l'univers. Habitué à se contempler patriotiquement le nombril, notre homme de la rue ne se doute guère du mépris amusé avec lequel on le considère à l'étranger.

Qu'il lise la presse des autres pays, ou les comptes rendus des conférences internationales, à l'O.N.U. ou ailleurs. Il y découvrira matière à rabattre sa superbe.

Nous passons pour des jocrisses et ceux-là qui pensent que, louvoyant entre les deux blocs, nous pourrions habilement exploiter leur rivalité, se leurrent sur la valeur laissée à notre initiative. Ne serait l'exceptionnelle importance stratégique de notre territoire, personne ne miserait sur nous et il y a beau temps qu'on nous laisserait croupir dans notre marais.

Mais nos patriotes ombrageux, perdus dans un narcissisme béat, ne voient rien, n'entendent rien, ne comprennent rien. Là où il faudrait des solutions hardies si l'on veut que ce pays qui fut grand le redevienne, ils ratiocinent. Ils ne perçoivent pas que, comme la baïonnette, le vieil ordre social, les poteaux-frontière, le nationalisme sont périmés. Comme aussi le colonialisme, souci premier de nos actuels dirigeants.

Arabes et Malgaches nous le déclarent ouvertement et les Vietnamiens nous le prouvent, qui nous font des pieds de nez dans leurs rizières. Au lieu d'affranchir ces peuples et de lier avec eux des contrats d'amitié, on s'entête à les vouloir contraindre sans en avoir la puissance. «La France est entrée en Algérie pour un coup d'éventail, elle en sortira par un coup de balai», disent les Nord-Africains. La féroce répression de Madagascar n'a rien résolu et quant à l'Indochine, on y engouffre des milliards sans profit. Les moins bornés de nos politiciens cherchent le moyen élégant de nous dépêtrer de cette aventure désastreuse.

Mais le chatouilleux amour-propre national s'insurge, allié comme toujours aux gros intérêts. Ramadier qui, paraît-il, s'évertue à nous dégager de ce jeu perdant, a eu récemment ce mot: «Nous quitterons l'Indochine sur la pointe des pieds.» Un journaliste conservateur en suffoque quatre colonnes durant et vitupère le malheureux Farrebouc.

Pour une fois qu'une de nos Excellences veut se montrer réaliste! Peut-être faudrait-il expliquer à cet intransigeant qu'il est préférable à tout prendre de sortir sur la pointe des pieds qu'à coups de pied au cul. Mais allez donc faire comprendre cela aux cuirassiers de Reischoffen?

En bref, le peuple de ce pays n'est pas à la hauteur de l'événement.

Ignorant l'essentiel, abreuvé de scandales, ballotté entre

les faux tickets de Dédé la Boulange, l'aramon de M. Gouin, les métamorphoses de Pierrot le Fou et le vaisseau fantôme de Jules Moch, il est sans ressort et désemparé. Vieilli, saigné par ses deux guerres, trop vidé pour trouver à ses problèmes une solution conforme à son génie, il oscille entre la cautèle de Duclos et les appels que, derrière son micro, lui lance, avec des gestes de sémaphore, un général qui «repense» la question sociale entre les deux églises de son village.

Dans l'alternative, il se raccroche sans conviction au quarteron de politiciens, usés jusqu'à la trame, qui, depuis trente ans, président à sa déliquescence et qui, en dépit de leur insuffisance, remontent sans cesse en surface comme des bouchons dans une baignoire.

Blum, Daladier, Herriot, Reynaud, vieilles litanies qu'on ressasse.

À ce ronron monotone, la France, lasse et désabusée, finira par s'endormir.

Mais quel sera le réveil?

Maurice Doutreau